

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Prestations d'agence de voyages pour l'ENSP Versailles-Marseille (Marché n° 2025-01)

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 21 mai 2025 17 : 00

ENSP

10 rue du Maréchal Joffre
78000 VERSAILLES

Pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale Supérieure de Paysage (ENSP)

Procédure : Procédure formalisée d'appel d'offre ouvert en application des articles Marchés passé en application des articles L2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique (CCP).

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 Objet	3
1.2 Mode de passation	3
1.3 Type et forme de contrat	3
1.4 Durée du marché	3
1.5 Décomposition de la consultation en lots	3
1.5 Nomenclature.....	3
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 Délai de validité des offres	4
2.2 Forme juridique en cas de groupement.....	4
2.3 Variantes.....	4
2.4 Confidentialités et mesures de sécurité.....	4
ARTICLE 3 – INTERVENANTS.....	4
ARTICLE 4 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
ARTICLE 5 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
5.1 Documents à produire.....	5
5.2 Questions et renseignements complémentaires	6
ARTICLE 6 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS.....	6
ARTICLE 7 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
7.1 Sélection des candidatures	7
7.3 Cadre de la négociation	8
ARTICLE 8 – PROCÉDURE DE RECOURS	9

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de prestations de transports et services associés via les services d'agence de voyages pour les besoins de l'ENSP ainsi que pour des participants extérieurs invités aux colloques, conférences, séminaires, concours organisés par l'ENSP.

Les caractéristiques des besoins sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Mode de passation

Le présent accord-cadre est passé sous la forme d'un appel d'offre ouvert selon les dispositions des articles R.2124-1, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

1.3 Type et forme de contrat

Le présent marché est un marché de service. Il prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande tel que défini aux articles R.2162-2 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Il s'exécutera par l'émission de bons de commande, sans montant minimum mais avec un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre.

1.4 Durée du marché

Le marché prend effet pour une année à compter de sa date de notification. Le marché est reconductible 3 fois par tacite reconduction.

1.5 Décomposition de la consultation en lots

Conformément à l'article R.2113-3 du Code de la commande publique, l'acheteur motive son choix de ne pas allouer un marché répondant à un besoin d'une valeur supérieure aux seuils de procédure formalisée.

Le présent marché n'a pas été alloué car la dévolution en lots séparés n'apparaît pas pertinente au vu de l'objet du marché, ou aurait conduit à constituer des lots de valeur inégale. Par ailleurs la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations et le pouvoir adjudicateur n'a pas la capacité d'en assurer la coordination.

A l'inverse, la constitution d'un lot unique permet d'assurer une cohérence des prestations attendues et d'atteindre une valeur globale prévisionnelle permettant d'intéresser potentiellement un nombre plus large de candidats.

- Lot unique : fourniture de titres de transport individuels ou collectifs et prestations annexes.

1.5 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

63510000-7 : Services d'agences de voyages et services similaires

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 Forme juridique en cas de groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché

2.3 Variantes

Les candidats doivent présenter une proposition entièrement conforme au cahier des charges. Toutefois des variantes, clairement distinguées et indépendantes de l'offre de base, peuvent être proposées à l'initiative du candidat.

Ces propositions de variantes devront respecter l'objet du marché et ne contredire ni les caractéristiques du projet, ni ses performances.

2.4 Confidentialités et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG Fournitures courantes et services (« CCAG-FCS »).

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

ARTICLE 3 – INTERVENANTS

Pouvoir Adjudicateur :
Ecole Nationale Supérieure de Paysage
Potager du Roi
10, Rue du Maréchal Joffre
78000 VERSAILLES
Représentée par sa directrice, Alexandra BONNET

Contact : Sandrine BHALAT-ZINGA
Responsable des achats
s.bhalat-zinga@ecole-paysage.fr

ARTICLE 4 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

Le présent règlement de la consultation (RC) ;
Le cahier des clauses particulières administratives valant acte d'engagement (AE-CCAP) ;
Le bordereau des prix unitaires ;
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
Le formulaire « Cadre de réponse technique ».

Le DCE est téléchargeable gratuitement par chaque candidat sur le site PLACE : www.marches-publics.gouv.fr

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 5 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature :

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :
 - ⇒ Déclaration sur l'honneur signée pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (art. R. 2143-3-1° du CCP)
- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise (art. R. 2142-6 et 2142-7 du CCP) :
 - ⇒ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise (art. R. 2142-13 et 2142-14 du CCP) :
 - ⇒ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
 - ⇒ Liste des prestations de même nature que celle du marché exécuté au cours des cinq dernières années ;
 - ⇒ Des certificats de qualification professionnelle ou autres documents similaires. La preuve de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate pourra être apportée par tout moyen tel les certificats d'identité professionnelle justifiant de l'inscription sur un registre professionnel.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent :**

- **soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)** disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr ;
- soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Les candidats peuvent aussi utiliser le formulaires DC4 (déclaration de sous-traitance) disponible gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Pièces originales suivantes signées, en un seul exemplaire :

- Le cahier des clauses particulières valant acte d'engagement (AE-CCP), complété des données administratives et bancaires du candidat ;
- Le bordereau des prix unitaires, correctement et intégralement rempli ;
- Le cadre de réponse technique ;
- Le mémoire technique permettant de juger des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat comportant :
 - ⇒ une description détaillée de l'outil de réservation en ligne des titres de transport. Cet outil doit impérativement être compatible avec les règles applicables en matière de comptabilité publique ;
 - ⇒ une description détaillée des différentes procédures utilisées pour la gestion des demandes de devis, des commandes et des réservations.
- **Pour les tests** : l'identifiant et le mot de passe ainsi que les coordonnées de l'interlocuteur de la société.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, ainsi que la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 Questions et renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

ARTICLE 6 – CONDITIONS DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

La transmission des documents **se fait exclusivement par voie électronique** sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT + 01 : 00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli sera considéré comme reçu « hors délai » si le téléchargement se termine après les date et heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de la présente consultation.

Les candidats sont informés qu'après décision d'attribution du marché, l'offre électronique retenue sera re-matérialisée sur papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

ARTICLE 7 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours. Les candidatures recevables et conformes seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation.

7.2 Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 à R. 2152-7 et R. 2152-13 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Points
Critère n° 1 : Valeur technique <ul style="list-style-type: none"> Qualité de la plateforme web de réservation des titres de transport appréciée au regard des tests effectués ainsi que de la présentation du mémoire technique 	25
<ul style="list-style-type: none"> Qualité et transparence des procédures du prestataire dans le déroulement de l'exécution des prestations (réservation, annulation, facturation, SAV, assistance 24/24, interlocuteur dédié) 	25
<ul style="list-style-type: none"> Prestation de conseil et d'informations 	5
<ul style="list-style-type: none"> Performances environnementales 	5
Critère n° 2 : Prix <ul style="list-style-type: none"> Apprécié au regard du BPU 	40

7.3 Cadre de la négociation

Conformément aux dispositions de l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager des négociations avec les trois candidats les mieux classés à l'issue de l'examen des offres.

Toutefois, le marché pourra aussi être attribué sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation sera engagée librement et conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats. Elle portera sur tous les éléments de l'offre, notamment le prix.

Elle prendra la forme d'échanges écrits (par courriel) avec le ou les candidats. Les candidats devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués.

Le classement final sera établi sur cette base.

L'offre finale sera jugée selon les critères du présent règlement.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire, en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Le cahier des clauses particulières valant acte d'engagement sera ensuite signé avec l'attributaire, sur la base de l'offre acceptée.

ARTICLE 8 – PROCÉDURE DE RECOURS

Tribunal administratif de Versailles
56, avenue de Saint Cloud
78011 Versailles
tél. : 01 39 20 54 00
fax : 01 39 20 54 87
fax : 01 39 20 58 90 (procédures d'urgence)
greffe.ta-versailles@juradm.fr
<http://versailles.tribunal-administratif.fr>